

## Session 22 – La coopération peut-elle se passer de confiance ?

La crise des *subprimes* en 2008 a été un véritable électrochoc. Au-delà de l'aspect économique et financier, l'échec des mécanismes de régulation et de contrôle a généré une profonde crise de confiance. Dans une économie globalisée soumise à une division mondiale du travail et une spécialisation accrue, consommateurs, travailleurs et entreprises se trouvent confrontés à un problème croissant de traçabilité et de maîtrise de la qualité de leur consommation, de leur investissement et de leur épargne. Ces difficultés sont renforcées par l'apparition constante d'innovations. Si ces crises de confiance s'amplifiaient cela conduirait inéluctablement à un arrêt des échanges internationaux et à un effondrement de la croissance mondiale.

Pour se protéger, chacun ne consommerait et n'investirait que dans ce qu'il pourrait contrôler directement. Si les effets de la crise économique de 2008 semblent enfin s'estomper, la crise de confiance elle est toujours d'actualité. En effet, les tensions économiques et sociales se multiplient alors que la défiance populaire dans les institutions chargées de les apaiser paraît de plus en plus grande. Plutôt que d'adopter des comportements coopératifs et de rechercher le meilleur compromis pour chacun, le chacun pour soi semble se généraliser dans les accords transnationaux. La défiance envers les marchés et les institutions, couplée à des problématiques transnationales comme la crise migratoire, le terrorisme ou le réchauffement climatique, favorise les thèses populistes, le protectionnisme et les théories du complot qui ont des conséquences réelles sur les populations. Le Brexit, l'élection de Donald Trump ou la victoire récente des populistes en Italie ne sont que des exemples d'un temps marqué par la remise en cause d'un idéal d'ouverture et de coopération internationale des communautés humaines.

Face à ces menaces potentielles, comment peut-on rétablir la confiance dans le marché et les institutions? Et si la certification était une des solutions? Comment éviter l'écueil du défaut de certification qui a rendu la crise de 2008 possible? Quel rôle pour les États? Quel rôle pour la communauté internationale?